

La Haute-Normandie vote Mestrallet au premier tour

Encore une quinzaine de jours avant que ne tombe le verdict de l'appel d'offres sur l'éolien offshore (attendu entre le 10 et le 15 avril) mais la Haute-Normandie a déjà choisi son camp. Pouvait-elle faire autrement ? Le consortium emmené par GDF Suez ayant devancé son principal challenger en préemptant des terrains sur le port du Havre, notre région ne pouvait se vouer qu'à un seul saint, quitte à fâcher le vieil allié d'EDF. Lundi 26 mars, les responsables locaux ont donc joint leurs voix à celles de Gérard Mestrallet et de Luc Oursel pour vanter les mérites et l'expérience du groupement. Leur message ? « Nous avons besoin d'au moins deux parcs pour que naisse une filière industrielle digne de ce nom ».

Au lancement de l'appel d'offres sur l'éolien maritime, on se souvient que les haut-normands (comme d'ailleurs leurs voisins) se montraient d'une prudence de sioux. Il n'était pas question de se griller auprès de l'un ou l'autre des concurrents en piste. Il fallait ménager toutes les chances en ménageant les susceptibilités.

A l'approche de la dernière ligne droite, la donne a passablement changé. Nos édiles toutes obédiences confondues jouent, aujourd'hui sans ambiguïté, la carte GDF Suez/Areva... Au risque de perdre la partie (ce que l'on n'ose envisager). A leur décharge, ils n'avaient guère d'autre choix.

Au plus fort, la « pouque »

Non seulement, le groupement piloté par le géant gazier se retrouve seul en course pour le parc éolien du Tréport mais il a, le premier, réservé des terrains sur le port du Havre contraignant le tandem EDF/Alstom à faire de même à Cherbourg et Saint-Nazaire (par défaut disent les mauvaises langues de ce côté-ci de l'eau).

« Dès l'instant où GDF Suez avait déclaré sa flamme pour Le Havre, nous nous trouvions dans la position de la femme entretenue » confie un haut responsable du port en aparté.



Le plan de l'usine d'Areva au Havre (Copyright ENIA Architectes)

L'analyse vaut ce qu'elle vaut mais elle a le mérite de bien résumer la situation. Gérard Mestrallet se montre plus direct : « Si c'est EDF, la Haute-Normandie n'aura rien » nous a-t-il glissé dans le bus qui emmenait les journalistes vers le site de la future usine Areva. Le patron de GDF Suez exagère un peu mais il n'a pas complètement tort.

La Haute-Normandie vote Mestrallet au premier tour... (suite)

A chacun son chemin

C'est donc un chœur vibrant et unanime que l'on a entendu, lundi au Havre (puis à Fécamp et Dieppe). D'Édouard Philippe à Alain Le Vern, tous nos élus ont pris fait et cause pour Areva et consorts avec l'ardeur des convaincus.

La semaine précédente à Saint-Nazaire, lors de l'inauguration de l'éolienne Haliade, les ligériens et les bas-normands avaient montré le même enthousiasme... Mais pour le consortium adverse.

« *Nous sommes fiers d'être partenaires d'Alstom et de répondre présents à ce rendez-vous industriel du 21ème siècle* » s'est enflammé Jean-François Le Grand, président du Conseil général de la Manche.

Nota : *ce n'est pas la première fois (ni sans doute la dernière) que les deux régions normandes se trouvent en compétition.*

L'option qui ne fâche personne

Le gouvernement entendra-t-il ces plaidoyers respectifs à l'heure de l'arbitrage définitif ?

L'autre jour au Havre, plusieurs observateurs jugeaient vraisemblable le scénario suivant : les concessions des parcs du Tréport et de Fécamp pour le groupement GDF Suez, celles de Courseulles et de Saint-Nazaire pour l'équipe EDF et un lot de consolation pour l'espagnol Iberdrola à Saint-Brieuc (histoire de prévenir les éventuelles critiques de Bruxelles).

Cette option-ci aurait l'avantage de préserver une stricte égalité entre les deux énergéticiens tricolores mais sera-t-elle retenue ? Bien malin qui pourrait l'affirmer. Pour être fixé, il faudra encore patienter une petite quinzaine de jours.

Deux parcs sinon rien

En attendant, les intéressés font monter la pression sur le gouvernement. Lundi, Gérard Mestrallet, Luc Oursel et Xavier Huillier ont expliqué à la cantonnade qu'à moins de deux concessions, il ne fallait pas s'attendre à des miracles sur le tissu économique local.

« *Nous souhaitons avoir, au moins deux sites. S'il n'y en a qu'un, il n'y aura pas de base industrielle française* » a prévenu le PDG de GDF Suez. « *Imaginez créer un écosystème industriel sur un seul site n'est pas possible* » a renchéri son alter ego de Vinci.

Nota : *comprendre, si le groupement ne décroche que le parc des Côtes qui lui est d'ores et déjà acquis, il fera fabriquer ses éoliennes hors de France... en Allemagne où Areva possède les usines ad hoc.*

Une pluie de commandes

Les mêmes promettent en revanche qu'une pluie bienfaisante de contrats s'abattra sur les PME haut-normandes dans le cas contraire. « *Vingt pour cent de la valeur du contrat de fourniture iront aux entreprises locales* » a assuré Gérard Mestrallet.

Quant à Xavier Huillier, il a évoqué la possibilité de construire, au Havre, une usine vouée à la construction des fondations gravitaires (ces énormes blocs de béton qui arrivent les éoliennes au fond de la mer)... en cas de victoire à Courseulles où cette technique est requise.

Traduction : deux parcs, c'est bien. Trois parcs, c'est mieux.

Nota : *selon nos informations, le consortium emmené par GDF Suez a pris discrètement une option sur des terrains, propriétés d'une entreprise privée, situés au voisinage du port de Cherbourg. On ne sait jamais : le gouvernement pourrait se montrer généreux.* « *Nous nous battons aussi pour Courseulles* » a rappelé le patron du groupe gazier, Lundi. *A tout hasard.*

Les plus expérimentés, c'est nous...

L'éolien offshore est une aventure risquée qu'il est préférable de confier à des entreprises expérimentées pour éviter les mauvaises surprises. C'est l'argument brandi par le groupement pour expliquer que sa candidature est la plus solide.

Un peu vexé que le ministre de l'industrie ait daigné se déplacer pour inaugurer l'Haliade 150 d'Alstom (plus puissante d'un MW), le consortium fait valoir que les siennes signées Areva ont déjà fait leurs preuves « *dans l'environnement hostile de la Mer du Nord* » insiste Luc Oursel qui vante les huit ans d'expérience de son groupe et les commandes qui pleuvent en provenance des électriciens britanniques et allemands. « *Chez nous, ce n'est pas une activité qui démarre mais une spécialité qui s'amplifie* ».

Le développement d'une éolienne (depuis la conception jusqu'aux tests en mer) nécessitant au moins cinq ans, l'argument est recevable.

Les connaisseurs se souviennent que Vestas avait dû démonter une bonne partie de ses turbines installées en mer en raison d'un défaut de conception. Le groupe danois et ses banquiers avaient failli y laisser leur chemise. Une leçon pour les suivants.

Vie des entreprises

Investissements étrangers : la Normandie moins sexy

Sans les considérer comme les tables de la loi, il est toujours instructif de consulter le bilan annuel des investissements directs étrangers en France -IDE pour les initiés. Même imparfait, il renseigne sur l'attraction ou la répulsion qu'exercent nos régions. Qu'en est-il pour 2011 ? C'est la seconde meilleure moisson de la décennie à en croire l'Agence française pour les investissements internationaux qui a recensé 700 projets pour 28 000 emplois créés ou maintenus. La cote d'amour du Made in France est intacte, claironne l'AFII. Pour autant, on ne sable pas le champagne partout sur le territoire national.

Des apports inégalement répartis

Les bulles peuvent couler à flot en Ile-de-France et Rhône-Alpes qui confirment leur magnétisme en trustant plus de la moitié des IDE. En revanche, nos cinq départements normands doivent faire profil bas avec seulement 16 projets de reprise, d'extension ou de création (14 en Haute Normandie et 2 en Basse). Soit la plus mauvaise cuvée des cinq dernières années. Pour mémoire, nos deux régions en avaient engrangé 34, l'année précédente. Consolation : le nombre d'emplois engendrés ou sauvegardés progresse significativement par rapport à 2010. Il passe de 532 à 724 en Haute et de 601 à 1 010 en Basse. Ce qui laisse à penser que l'on a à faire à des projets en taille XL. C'est rassurant.

Terrain de chasse pour Européens

Sur la provenance de ces IDE, peu de changement. Les Européens restent, et de très loin, les premiers investisseurs en Normandie. En tête, on trouve les Belges avec trois projets dont celui de Katoen Natie au Havre et les Espagnols avec un nombre égal d'opérations – dont le rachat par Europac de la papeterie de Gasny dans l'Eure. Viennent ensuite les Italiens et les Autrichiens (deux projets chacun) puis les Allemands, les Danois et les Néerlandais (un projet chacun). Quant aux trois derniers, ils sont l'œuvre de groupes nord-américains.

Nota : Un constat. Les BRIC qui commençaient à montrer des signes d'intérêt les années précédentes ont boudé la Normandie en 2011.

Haropa donne de la voix

C'est « the place to be ». Rendez-vous incontournable des professionnels de la filière, le SITL, salon du transport et de la logistique se tient jusqu'au 30 mars à Paris/Villepinte. Il a été l'occasion pour le jeune groupement économique des trois ports de l'axe Seine de donner de la voix, pendant trois jours. Avec force tambours et trompettes, Paris, Rouen et Le Havre y ont lancé leur démarche commerciale commune à destination des grands chargeurs français et étrangers et leur nouveau site Internet (www.haropaports.com). Les clients ont-ils été convaincus par cette démonstration de force ? On le mesurera dans quelques mois.

Nota : aux dernières nouvelles, le trafic du port du Havre (dont le bilan trimestriel ne sera rendu public que mi-avril) progresse mais dans des proportions encore timides.

Diminution de la recrudescence

Pas d'embellie sur le front de la demande d'emplois mais au moins la hausse ralentit-elle. Le chômage haut-normand n'a crû que de 0,1 % en février contre + 0,2 % au plan national, portant le nombre de sans-emploi à 90 240 personnes (catégorie A). Cette moyenne cache toutefois des différences entre les deux départements. Dans l'Eure, on constate une petite amélioration de l'ordre de 0,7 % et en Seine-Maritime une petite aggravation de – 0,2 %. Sur un an, le chômage régional accuse une hausse de 7,5 %. La Haute-Normandie ne parvient pas à résorber le point d'écart qui la sépare de la moyenne nationale.

Photovoltaïque faiblement rayonnant

Il n'y a qu'un projet haut-normand dans la liste des 218 lauréats de la première tranche de l'appel d'offres photovoltaïque pour les toitures moyennes lancé par l'Etat. L'heureux et unique élu s'appelle Gilles Tardivel, c'est un exploitant agricole qui exerce à la Forêt du Parc près de Saint-André-de-l'Eure. Il doit se sentir un peu seul.

Affaires publiques

Au Havre, une école arrachée de haute lutte

Cette fois, il n'y a plus de doute. L'Hydro alias « Marmar » descendra bien, en 2015, des hauteurs de Sainte-Adresse pour la zone portuaire où elle pourra former mille futurs officiers/ingénieurs de la marine marchande contre seulement 400 aujourd'hui. Parole de préfet. « *Le projet est sur des rails* » a promis Pierre de Bousquet, en confiant le bébé à la Codah le 23 mars. Jour où Jean-Yves Besselat - qui en avait fait son ultime cheval de bataille - a cessé de lutter contre la maladie. Le député havrais peut reposer en paix, il aura eu gain de cause.

Peaux de banane

L'affaire n'étant pourtant pas gagnée d'avance. Jusqu'au bout (la veille encore dit-on), les manœuvres orchestrées en Bretagne, à Marseille et jusqu'au sein même de l'Ecole nationale supérieure de la marine ont failli faire capoter le projet. En tête de la fronde, les Malouins et les Nantais qui redoutent de voir disparaître leurs propres antennes au profit de celles de la Porte Océane et de Marseille. Ils ont probablement raison de s'en faire. Pour ajouter à leurs craintes, l'actuel ministre des transports vient de s'exprimer clairement en faveur d'une réduction à deux sites de l'ENSM... Sujet épineux que les auteurs de la réforme de l'enseignement supérieur maritime avaient soigneusement évité d'aborder il y a deux ans pour ne fâcher personne.

A nous, le vaisseau amiral

Une chose est sûre. Avec ce projet de 27,8 millions d'euros, confié par l'Etat à l'Agglomération et soutenu financièrement par la Région, Le Havre a frappé un grand coup. Un deuxième pourrait suivre lors de la livraison de cette nouvelle école d'ingénieurs. Le maître d'ouvrage travaille, en effet, sur un concept innovant dit de « *ship school* ». En résumé, le bâtiment sera compartimenté comme un navire avec simulateurs de moteurs en sous-sol et simulateur de passerelle en hauteur. Une première mondiale, nous assure t-on...

Nota : et une façon d'affirmer le rôle de vaisseau amiral de l'antenne havraise de l'ENSM ? Jean-Marc Ayrault, maire de Nantes, risque de ne pas apprécier.

EN COULISSES

➤ Trois semaines clés pour M'Real

Toujours en course pour le rachat des actifs de la papeterie d'Alizay, le français Activa Pro devrait présenter un projet finalisé de redémarrage de la production de papier et de développement d'un biocarburant d'ici trois semaines, selon l'intersyndicale de M'Real. D'ici là, les deux dirigeants du fonds poursuivent leurs discussions avec l'Etat. Ils ont rencontré le préfet de l'Eure et des responsables de l'Agence française des investissements internationaux sur le site en fin de semaine dernière. Pendant ce temps, les ex-salariés de M'Real vivent leurs dernières heures de travail... En espérant des lendemains plus chantants.

➤ Logement social : le cas rouennais

L'association des maires des grandes villes de France publie ces jours-ci un catalogue de quinze initiatives et projets à l'intention des candidats à la présidentielle qui sont aimablement invités à s'en inspirer. Dans le lot, on trouve les nouvelles dispositions du PLU rouennais qui s'imposent désormais aux constructeurs de logements neufs. A savoir : 70 % minimum de logements de type T3 plus adaptés aux familles et 15 % minimum de logements très sociaux dans les 25 % de logements sociaux obligatoires. Il s'agit ici de favoriser la mixité des résidents. On verra si les candidats reprennent la balle au bond.

➤ Village de marques : In Memoriam

Les commerçants de Vernon ne le pleureront pas. Le promoteur Mac Arthur Glen a renoncé à faire appel de la décision de la Commission nationale d'aménagement commercial qui lui avait refusé le droit d'implanter un village de marques sur la zone d'activités de Douains dans l'Eure (dite Normandie Parc). C'est Franck Martin qui l'annonce sur son blog. Le maire de Louviers s'est procuré une lettre signée du responsable du greffe du Conseil d'Etat qui atteste que personne n'a déposé de recours contre la décision de la CNAC. La date limite pour un éventuel pourvoi étant dépassée, le projet est officiellement enterré, sans fleurs, ni couronnes.

➤ Publicité comparative

Lu dans le bilan 2011 de Seine-Maritime Expansion, cette petite phrase vacharde à l'intention des cabinets Sodie, Altedia et consorts, spécialistes auto-proclamés de la réindustrialisation de sites. « Les trois conventions de revitalisation pilotées par SME auront, chacune, atteint leurs objectifs à 100 % ce qui n'est pas le cas de celles pilotées par les cabinets nationaux ». De près, on se comprend mieux ?

La recteure se présente comme une femme de dialogue

C'est de notoriété publique. Les relations de Marie-Danièle Champion -aujourd'hui à la tête de l'académie de Clermont-Ferrand- avec les élus locaux et les syndicats d'enseignants étaient pour le moins tumultueuses, pour ne pas dire exécrables (cf. ses nombreuses prises de bec avec Alain Le Vern).

Seront-elles plus simples avec Florence Robine qui lui a succédé dans le fauteuil de recteur de l'académie de Rouen ?

Vingt ans d'enseignement

On verra à l'usage mais son profil moins « politique » d'enseignante est a priori de nature à rassurer les intéressés. Au reste, et sans doute pas par hasard, la nouvelle patronne du rectorat se présente d'emblée comme une femme de terrain et de dialogue. Une réputation qu'elle n'a pas fait mentir en Guyane, son précédent poste.

« Pour avoir exercé le métier de prof pendant vingt ans, je sais qu'on ne perd jamais son temps en allant à la rencontre de la communauté éducative » explique t-elle aux journalistes en promettant, la main sur le cœur, qu'elle visitera au moins deux établissements par semaine, ce que l'on est assez porté à croire.

En terrain connu

Florence Robine a beau venir de loin, elle ne débarque pas en terre inconnue. A titre privé, elle est l'heureuse propriétaire d'une résidence secondaire dans l'Eure depuis plusieurs années (elle ne dira par où : on est jamais trop prudent à ce poste très exposé).

Professionnellement, sa première mission d'inspectrice générale, en 2004, a consisté à auditer l'académie de Rouen qu'elle décrit comme « une académie à taille humaine » mais dont elle pointe l'hétérogénéité. « Il faut se garder de l'effet moyennisant. Il y a ici des poches d'excellence mais aussi des poches de grandes difficultés ». De fait.

Nota : interrogée par La Lettre sur la situation de l'enseignement professionnel et le manque d'élèves dans beaucoup de spécialités, Florence Robine y voit la conséquence d'un « émiettement des structures » et « d'une orientation par dépit des élèves ». « Il faut arriver à trouver une masse critique » analyse la recteure. Voilà des propos qui devraient résonner agréablement aux oreilles du président de Région pour qui il faut « avoir le courage de fermer certaines sections ».

EN BREF

Axe Seine : la conférence est née

Antoine Rufenacht l'a voulu. Il l'a obtenu. Le Conseil des ministres a validé, ce 28 mars, le décret entérinant la création d'une conférence pour le développement de la vallée de Seine, sorte d'instance exécutive. Comme le commissaire le préconisait dans son rapport, ladite conférence sera forte de 48 membres et composée à parité de représentants de l'Etat, des collectivités et des milieux économiques. Lui sera soumis le projet-cadre arrêtant les grandes orientations d'aménagement. Reste une question : que deviendra t-elle en cas de changement de majorité ? La question vaut aussi pour le commissariat général.

Agit'prop pour la route Sud

Les maires de Caen, d'Alençon, de Tours et du Mans viennent de créer l'association « Grande rocade Ouest ferroviaire ». Objectif : obtenir au plus vite de l'Europe le financement de la modernisation de la ligne vétuste qui relie le port du Havre à Tours via Mezidon, Alençon et Caen. Pour les quatre pères fondateurs de l'association, ce contournement de l'Île-de-France doit devenir « une priorité majeure à mettre en œuvre sans tarder » pour offrir aux ports normands de nouveaux débouchés vers le sud de la France et de l'Europe. Ils appellent au passage les édiles haut-normands à se joindre à eux.

150 000 visiteurs...

C'est la fréquentation minimum qu'il faudrait au futur musée Jeanne d'Arc de Rouen pour autofinancer son fonctionnement et les salaires de ses 24 permanents. Le projet étant plutôt convaincant, on peut penser que ce point d'équilibre est atteignable. La CREA qui porte l'opération va jusqu'à tableter sur 300 000 visiteurs les meilleures années ce qui permettrait de rembourser une partie de l'investissement de dix millions d'euros. Verdict à l'automne 2015 : l'Historial aura alors un an d'âge.

Les 80 millions du Grand Evreux

Le contrat d'agglomération du Grand Evreux a été signé officiellement le 21 mars. Ce document de programmation agrège une quarantaine de projets pour un montant total de 79 millions d'euros. Il est cofinancé par la Région et le CG27 à hauteur d'un tiers

Parmi les opérations les plus importantes, on peut citer la construction de la Salle des Musiques Actuelles et celle d'un grand équipement sportif, la revitalisation du quartier de Netreville et l'aménagement de l'éco-quartier Navarre.

Innovation

SA Color : du marché de niche au marché de masse

Leader français de la fabrication de colorants pour l'alimentation des chats et des chiens (un marché de niche), la société SA Color de Canteleu devrait bientôt se faire un nom sur le marché beaucoup plus lucratif de la peinture. C'est grâce à son invention que l'on verra peut-être disparaître, demain, une bonne partie des seaux de peinture des rayonnages des grandes surfaces de bricolage.

La peinture en poudre, c'est bien plus facile

Sa trouvaille ? Une nouvelle génération de pigments biosourcés à haut rendement mais surtout autos hydrosolubles. Explication.

Contrairement aux colorants classiques qui nécessitent entre deux et huit jours de mélange pour un résultat optimum, les siens se dissolvent immédiatement dans l'eau et dans toutes les matières en contenant (la démonstration à laquelle nous avons assistée est assez spectaculaire). Moyennant quoi, cette PME de vingt personnes rend tout bonnement possible la fabrication de peintures en poudre que le particulier pourra reconstituer chez lui simplement en y ajoutant de l'eau du robinet. Le tout sans mélangeur à

la seule force du poignet. Tous ceux qui ont déjà transporté des seaux de peinture ou tenté de réutiliser des vieux fonds desséchés en comprendront vite l'intérêt.

L'avenir en rose

« 950 000 tonnes de peinture sont vendues chaque année en France, rappelle Michel Boudin, PDG et fondateur de SA Color. Elles sont composées pour moitié d'eau ». Autant dire que le potentiel est énorme et le bilan carbone excellent. Un détail qui n'a pas échappé à ce patron inspiré qui s'apprête à investir 3 M€ dans une nouvelle usine (située sur l'emplacement de l'ancienne). Objectif : tripler la production de colorants et au passage doubler l'effectif.

L'installation ne sera opérationnelle qu'en 2014 mais le partenaire industriel (pour la fabrication des résines en poudre) est déjà trouvé. Il s'agit du groupe Materis, propriété du fonds Wendel et troisième distributeur européen de peintures haut de gamme (marques Tollens, Zolpan, Pladox...) à qui l'entreprise normande fournit déjà des pigments pour enduits.

Mais la peinture n'est pas la seule application visée par Michel Boudin. « Notre gamme permet aussi de colorer uniformément des bétons, par exemple » explique-t-il.

L'avenir est pavé de rose.

LE CHIFFRE

DE LA LETTRE

569

C'est le nombre d'emplois dans les EPL de Haute-Normandie en 2012. La région compte au total 25 entreprises publiques locales (23 SEM, 1 SPL et 1 société publique locale d'aménagement). Elles ont généré un CA de 129 M€ et représentent une capitalisation de 36 M€. Comme en France, logement (6 EPL), tourisme (6) et aménagement (5) représentent le trio de tête des activités, devant la gestion des déplacements (3), l'environnement (3) et le développement (2).

Source : Fédération des EPL



DANS LA PRESSE NATIONALE

• **Le Monde** (24 mars) : « Guillaume Pépy : les trains du quotidien sont ma priorité absolue ». Dans un long interview, le président de la compagnie indique qu'il veut régionaliser davantage la SNCF. « Nos managers auront plus de marge de manœuvre et nous serons mieux à l'écoute des régions et de nos clients ».

• **Le Figaro** (26 mars) : « Un anglais dans le jardin de Monet ». Portrait de James Priest, nouveau jardinier en chef de Giverny, un garçon fort en caractère.

• **Aujourd'hui** (27 mars) : « A quoi servent les alertes pollution ? ». L'air étant saturé de particules fines, la vitesse étant encore limitée hier en Ile-de-France, une recommandation jugée peu efficace par les écologistes qui veulent bouter hors de la ville les véhicules les plus polluants.

• **L'Humanité** (27 mars) : « François

Hollande donne des gages aux Régions ». Le candidat PS leur promet un pouvoir réglementaire d'adaptation de la loi, lorgnant sur les Länder allemands.

• **Les Echos** (28 mars) : « L'Ile-de-France est la première à lancer une émission obligatoire « verte ». La Région a émis un « green bond » qui lui a permis de lever 350 M€ (pour 200 escomptés) auprès de 23 investisseurs. Le tout pour financer des projets responsables sur les plans social et environnemental. Ce succès pourrait ouvrir la voie à d'autres.

• **Le Figaro** (28 mars) : « Laurence Equilbey installe un nouvel orchestre dans les Hauts de Seine ». La chef d'orchestre a réuni un ensemble de musiciens confirmés et débutants qui jouera en France et à l'étranger avec le soutien du Conseil général présidé par Patrick Devedjian.

Mouvements

- **Hervé Martel** (46 ans – Ecole des Ponts et Chaussées), ancien patron de Ports de Paris, a été officiellement nommé à la présidence du directoire du Grand port maritime du Havre par un décret paru au JO, le 23 mars.
- **Edouard Philippe** devient député de la 7ème circonscription du Havre à la suite du décès à 68 ans de Jean-Yves Besselat qui siégeait à l'assemblée depuis 1995.
- **Yannick Pourchaux** (42 ans – CFTC) est le nouveau président du comité régional des pêches maritimes et élevages marins de Haute-Normandie. Ce valériquais succède à Alexis Maheut (CFDT) qui était en poste depuis 2003.

Marchés

- **EPF de Normandie** : Désamiantage et déconstruction sélective du parking silo place des Emmurées. Date limite de réponse le 13 avril.
- **Université de Rouen** : Aménagement des locaux de l'antenne universitaire Tilly pour le transfert de l'IUFM d'Evreux. Date limite de réponse le 11 avril.
- **CREA** : Création d'un pôle de développement des technologies de l'information et de la communication dans l'ancienne caserne Taillandier à Petit-Quevilly. Date limite de réponse le 2 avril.
- **Communauté de l'Agglomération Havraise** : Marché de conception réali-

sation pour la construction de l'Ecole Nationale Supérieure Maritime. Date limite de réponse le 3 mai.

Recrutements

- Le conseil régional de Haute Normandie recherche **un ingénieur ou ingénieur principal** (H/F) (emploi-region@cr-haute-normandie.fr).
- Le département de l'Eure recherche **un responsable ressources humaines et financier** (H/F). (isabelle.cadiou@c27.fr).
- La CREA recrute **un chargé d'opérations** (H/F). Courriel aggro@la-crea.fr.

L'AGENDA

MARS/AVRIL

• Samedi 31 mars

Rouen, Hôtel du Département, 9h15. Rencontre de l'ingénierie publique : « Quelle agence technique départementale pour la Seine-Maritime ».

• Les 30 et 31 mars

Rouen, CCI. Salon de l'apprentissage et de l'alternance.

• Du 2 au 6 avril

Rouen. International staff training week : séminaire d'échanges en anglais sur le système français d'enseignement supérieur organisé par la Conférence de l'enseignement supérieur de l'agglo de Rouen. Contact CESAR : 06.51.54.16.45

• Les 3 et 4 avril

Rouen, Hôtel du département, 9h30. Session plénière du Conseil général de Seine-Maritime.

• Mercredi 4 avril

Blangy-sur-Bresle, Manoir de Fontaine, 18h. Présentation de la charte inter-entreprises élaborée par la Glass Valley après la visite du médiateur de la sous-traitance, Jean-Claude Volot.

• Jeudi 5 avril

Base de loisirs de Jumièges, 17h. Signature de la convention d'exploitation de la base entre la société Vert Marine et les deux collectivités départementale et régionale.

• Mardi 10 avril

- Le Havre, Hôtel de Ville, 18h. Conférence « La ville-constellation, la ville-métropole : une nouvelle façon de vivre la ville, l'estuaire » par Frédéric Bonnet, architecte et urbaniste.

- Mont-Saint-Aignan, société Sokrate, 9h/12h. Conférence : les nouveaux visages du numérique : réalités virtuelles et augmentée, 3D, Kinect, reconnaissance gestuelle, rich commerce...
Contact : 02.35.59.05.91



Retrouvez toute l'actualité régionale en direct sur votre iPhone

Sports • Faits-divers
Politique • Economie
Info en direct

Téléchargez GRATUITEMENT l'application Paris Normandie



PORTRAIT

Guillaume Dehondt

Gérant Dehondt Technologies

Un garçon très fleur bleue

Arrière, arrière petit-fils du fondateur de Dehondt, Guillaume pousse le sens du détail jusqu'à porter une veste en lin, 365 jours par an. Un atavisme. Son aïeul belge avait bricolé la première récolteuse de lin à partir de pièces de 2CV et de Dauphine ; lui est tombé en amour pour la fibre de lin composite, celle qui équipera peut-être demain les sièges des Airbus en remplacement des fibres de verre et de carbone, plus lourdes et très carbonées. Une plate-forme expérimentale de fabrication devrait bientôt être installée dans son usine de Notre-Dame-de-Gravenchon si le projet Fiabilin (porté par Arkema) trouve grâce aux yeux des jurys des investissements d'avenir. Le préfet Bousquet en visite sur le site, lundi 26 mars, a laissé entendre que l'affaire était bien engagée.

Il rêve tout haut que « tous les chinois s'achètent un mouchoir en lin ». Une boutade. Car plus que le textile ce sont les promesses du plastique biosourcé qui font vibrer ce quadra, formé à la rude école du groupe Pernod-Ricard. Revenu épauler son père Guy à la tête de l'entreprise familiale, Guillaume y creuse patiemment le sillon du lin composite. Il montre avec fierté les poulies Carver qui ont traversé l'Atlantique sur les bateaux du Vendée Globe, les coques de smart phones qui se sont arrachées au dernier salon JEC Composites et son bébé : un curieux scooter électrique, le Scube, dont la carrosserie est 100 % végétale (lin + ricin).

Et si les chinois n'aimaient plus le lin ?

Sa conviction est faite depuis longtemps. Les liniculteurs n'ont d'autre choix que de se diversifier s'ils veulent durer. Se vouer corps et biens à l'atelier du monde est dangereux, leur répète-t-il à l'envi. « Aujourd'hui, les acheteurs chinois dictent leurs conditions et leurs prix. Pourquoi s'en priveraient-ils ? Et si un jour, ils n'aimaient plus le lin ? ». C'est pour parer à cette éventualité qu'il bataille, avec d'autres, pour obtenir des exploitants qu'ils plantent -aussi- des semences adaptées à la fabrication de composites (on parle alors de lin technique).

La filière se sent pousser des ailes

Pas forcément une mince affaire. Le liniculteur normand n'aime pas être bousculé. « Pour eux, la vie est un long fleuve tranquille, constate le gérant de Dehondt. Par chance les jeunes générations sont mieux disposées ». Si bien disposées que trois ans de stocks de lin technique dorment aujourd'hui dans les silos. De quoi voir venir lorsque le climat fait des siennes comme cette année. Quant aux perspectives, elles sont au beau fixe. Plus le prix des plastiques à base de pétrole flambe et plus la filière du lin composite se sent pousser des ailes.

Il a la fibre

Pour notre homme, cela ne souffre pas de contradiction : la fibre issue de la plante à fleur bleue, plus légère et plus résistante au feu, remplacera bientôt une partie de la fibre de verre et de carbone utilisée dans l'aéronautique ou l'automobile. Deux secteurs en lutte contre cette surcharge pondérale qui pousse à la consommation de carburant. Pour nous en persuader, Guillaume n'est pas avare d'arguments. « Si les coques des sièges de l'A380 étaient fabriquées en lin, on gagnerait trois tonnes sur le poids de l'avion. Alors que Michelin a dépensé des milliards en recherche pour faire perdre une seule tonne à ses pneumatiques ».

Certifié conforme

Au reste, l'héritier Dehondt n'est pas le seul à croire en l'avènement de ce plastique biosourcé. Les dirigeants de Zodiac, membres comme lui du cluster normand Fimalin, viennent de faire certifier la fibre de lin pour l'aéronautique. Le laboratoire américain, qui a soumis le produit à des tests impitoyables, a donné son blanc-seing. Bref, le lin a déjà un pied dans la porte. Le patron de la PME de Gravenchon peut se flatter d'y avoir contribué.



Points de repère

- 1953 : naissance de l'entreprise Dehondt
- 1971 : Guy (père de Guillaume) reprend le flambeau
- 2005 : diversification dans le lin composite
- 2009 : création du cluster Fimalin avec Arkema, Dediene...
- 2010 : mise sur le marché du scooter Scube

PTC –
La Lettre de la Haute-Normandie

Adresse : 33 rue des Grosses
Pierres, 76250 Déville-les-Rouen
Tél : 02 35 14 56 28

Courriel :
lalettre@presse-normande.com

Cette édition au format PDF :
10 euros

Directeur de la publication :
Jean-Marc Deverre
Directrice de la rédaction :
Sophie Bloch
Rédactrice en chef :
Nathalie Jourdan

Pour s'abonner à la Lettre
contact :
lalettre@presse-normande.com ou,
par téléphone, auprès d'Aurélié
Sampil 02 35 14 57 12